

## CONSTAT

« Dans la théorie marxiste achevée, ce qui devrait être au départ la description critique de l'économie capitaliste devient rapidement la tentative d'expliquer cette économie par le fonctionnement de lois indépendantes de l'action des hommes, groupes ou classes. Une conception matérialiste de l'histoire est établie, qui prétend expliquer la structure et le fonctionnement de chaque société à partir de l'état de la technique, et le passage d'une société à une autre par l'évolution de cette même technique. On postule ainsi une connaissance achevée en droit, acquise dans son principe, de toute l'histoire écoulée, qui révélerait partout « en dernière analyse », l'action des mêmes lois objectives. Les hommes ne font donc pas plus leur histoire que les planètes ne font leurs révolutions, ils sont fait par elles ... »

« En faisant du marxisme l'idéologie effective de la bureaucratie, l'évolution historique a vidé de tout sens la question de savoir si une correction, une réforme, une révision, un redressement pourraient restituer au marxisme son caractère du départ et en faire de nouveau une théorie révolutionnaire. Car l'histoire fait voir dans les faits ce que l'analyse théorique montre de son côté dans les idées ; que le système marxiste participe de la culture capitaliste, au sens le plus général du terme, qu'il est donc absurde de vouloir en faire l'instrument de la révolution . »

*extrait de L'institution imaginaire de la société Cornelius Castoriadis Page 96*

A l'heure où nous rappelons cette analyse de C. Castoriadis, nous nous battons toujours avec les fantômes du passé. De la gauche de gestion capitaliste à l'extrême gauche représentée par les mouvements trotskystes, la référence au marxisme est la même sous des formes différentes, voire complètement opposées. Il ne s'agit pas de nier l'apport fondamental de Marx dans l'analyse du capitalisme. S'il était encore nécessaire de confirmer ce fait, il suffirait de se rappeler que l'un des adversaires de Marx au sein de la 1ère internationale, Michel Bakounine, a traduit en russe le Capital écrit par Marx, pour rendre cet ouvrage qu'il estimait accessible aux russes et ce, du vivant de Marx et avec son accord. La question était déjà à cette époque ailleurs...

« Parler du marxisme est devenu une des entreprises les plus difficiles qui soient... De quel marxisme, en effet, faut-il parler ? De celui de Khrouchtchev, de Mao Tsé-Toung, de Togliatti, de Thorez ? Ou bien des Troskystes ( et, là encore, la géographie reprend ses droits: trotskystes français, anglais, des USA, d'Amérique latine ) Des bordiguistes, de tel groupe d'extrême gauche qui accuse tous les autres de trahir l'esprit du « véritable » marxisme, qu'il serait seul à posséder ? ( Idem page 13 )

« Finalement, l'idée que l'action autonome des masses puisse constituer l'élément central de la révolution socialiste, admise ou non, restera toujours moins que secondaire pour un marxiste conséquent, car sans intérêt véritable et même sans statut théorique et philosophique. Le marxiste « sait » où et « doit » aller l'histoire ; si l'action autonome des masses va dans cette direction, elle ne lui apprend rien, si elle va ailleurs, c'est une mauvaise autonomie ou plutôt, ce n'est plus une autonomie du tout, puisque les masses ne se dirigent pas vers les buts corrects, c'est qu'elles restent encore sous l'influence du capitalisme. Lorsque la vérité est acquise, tout le reste est une erreur, mais l'erreur ne veut rien dire dans un univers déterministe : l'erreur, c'est le produit de l'action de l'ennemi de classe et du système d'exploitation ( page 47 )

Arrêtons là les emprunts à ce livre qu'il faut lire dans sa continuité car il est au cœur de notre époque.

Ce qui est en cause, quelles que soient les formations politiques présentes sur le terrain, c'est la volonté de faire rentrer dans des boîtes, dans des cases, dans des concepts, la réalité qui nous entoure.

Le mouvement autonome des masses ne va pas dans la direction que nous avons prévue pour lui ? Ce n'est pas nous qui nous trompons, c'est ce mouvement qui fait fausse route.

Face à de multiples créations de « cases », les organisations se revendiquant de la lutte pour le socialisme discutent entre elles, non de la réalité de la situation, mais de la façon dont des bouts de cette réalité peuvent rentrer de gré ou de force dans ces cases pré-établies. Les exemples ne manquent pas, et ceux que je vais prendre ne sont là qu'à titre d'illustration de cette démarche.

- Certains pensent ( et écrivent sur tous leurs papiers ) que la « Grève Générale » est la solution de tous les problèmes. Logique avec leurs concepts, ils essayent de faire rentrer tous les conflits sociaux dans la boîte « grève générale ». La question de la grève générale, lutte économique ou /et lutte politique, n'est que le moment et la perspective d'une lutte qui, partant d'une situation de conflit entre les classes, tend à créer par le blocage de la production un rapport de force. La création de ce rapport de force a pour but de faire prendre conscience aux salariés, travailleurs et jeunes, que l'immense majorité de la population est contre le système capitaliste et la bourgeoisie en place. Une grève générale n'est dans ce sens que l'une des étapes de la révolution sociale. Elle ne se décrète pas ( pas plus par les bureaucrates que par les « révolutionnaires » ). Comment peut on penser que des syndicats et des partis de gauche intégrés à la société capitaliste puissent mettre cette perspective en discussion ? Eux qui sont pour contenir et dévoyer les luttes des salariés !

Nos révolutionnaires font d'un instrument des masses, lié à un moment de la lutte, inscrit dans une bataille donnée, une « recette » de mauvaise cuisine, et leur case reste vide.

- D'autres ont enfourché les concepts de Patrie, de Nation, d'indépendance nationale, permettant à un ETAT National de satisfaire les besoins économiques et sociaux des citoyens, dans le cadre d'un seul pays. Les boîtes sont là, peintes en rouge, pour attirer du monde. Retour au socialisme dans un seul pays ( cher à Staline ). Mais que font-ils du reste du monde ? Du réchauffement climatique ? De l'épuisement de certaines ressources naturelles ?

Rien. Puisqu'ils considèrent que cela ne rentre pas dans leurs cases, donc cela ne peut être traité et pris en considération.

- Venons-en à des exemples récents : La bataille pour le NON au TCE et la victoire du 29 mai 2005. Vite, aux cases ! Les comités pour le NON qui auraient pu être des outils dans cette bataille deviennent dès le début une case, une boîte où il faut faire rentrer TOUT le mouvement en cours d'évolution. Que faire des millions de gens qui ne viennent pas dans la boîte ? Rien ! Les dizaines qui s'y trouvent ( dans la boîte ) vont parler au nom des absents, ils vont penser les représenter ; et ils vont se retrouver entre eux à la fin de la bataille, sans avoir pu faire entrer dans la case cette population qui a voté NON à plus de 54%. Cela ne les empêche pas de continuer à penser « qu'ils ont fait cette victoire », alors qu'ils n'ont fait qu'y prendre part, dans la modeste limite de leurs moyens, ce qui est déjà bien.

Autre exemple : le Larzac Août 2003. Plus de 300 000 personnes présentes pendant 3 jours et 3 nuits pour discuter, comprendre, tisser des liens, s'écouter... Ce rassemblement ne rentrant dans aucune case ni dans aucun concept disparaît des analyses et des discussions, pour être relégué au rang de souvenir de vacances. Que moins de 2 ans après ce rassemblement inclassable, les regroupement pour le NON au TCE n'arrivent pas à rassembler plus de 5000 personnes ( tout confondu en étant large ) ne pose pas problème, au PCF et à la LCR entre autres. Puisque cela ne rentre pas dans la boîte, faisons semblant que cela n'existe pas.

Mais ils ne sont pas les seuls. Des théoriciens de l'auto-organisation des « masses », des adeptes de « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », vont ignorer religieusement ce qu'ils réclament par ailleurs à grand renfort d'analyses. Nous voulons bien que les masses s'auto-organisent, mais selon nos schémas et nos théories.

La question du parti, des « avant-gardes » et ce qui va avec : parmi les concepts bien ancrés dans la gauche de la gauche, chez tous les groupes de plus de deux militants, il y a cette conception 1) qu'il faut un grand parti des travailleurs et 2) qu'il faut une avant-garde dont le rôle est d'apporter de l'extérieur la « conscience » qui manque à ces salariés qui ne comprennent pas qu'ils ont un rôle historique à jouer.

Pauvres salariés perdus dans un océan de consommation qui les engluie comme le pétrole le fait avec les oiseaux. Le marxisme ayant mis au centre la lutte économique entre le capital et le travail, si les salariés ne luttent pas pour leurs salaires, c'est qu'ils ne comprennent rien. En gros c'est de la faute des travailleurs si la révolution socialiste n'a pas encore eu lieu . A propos, est-ce pour leurs salaires que 300 000 personnes se sont rassemblées au Larzac ?

Le marxisme nous explique qu'une société, un mode de production, ne cède la place à un autre que lorsqu'il a atteint les limites de son développement. Si le capitalisme est toujours là, c'est peut-être parce qu'il continue à se développer et qu'il n'a pas atteint sa limite de « progrès » et de « développement de ses forces productives » ?

Dans ce cas là, qu'est ce qu'on fait ? On attend qu'il ait atteint cette limite ? Où on remet en cause l'analyse déterministe à la base de cette analyse ?

L'évolution globale de l'économie capitaliste pose ouvertement la question de la « décroissance », par opposition directe au fait qu'une certaine croissance est indispensable à l'existence de cette économie basée sur le profit. Il ne s'agit pas de la « décroissance » individuelle et compatible avec tout et n'importe quoi. Il s'agit d'analyser une impossibilité matérielle concrète, que l'on ne peut régler en expliquant que demain après la révolution , nous trouverons toutes les solutions nécessaires aux questions écologiques. Aujourd'hui, ces questions ne rentrent pas dans les schémas prévus par le manuel, mais demain tout est réglé grâce au socialisme. Cela me rappelle ce que disait un vieux dirigeant trotskiste français qui ne parlait pas un mot d'anglais, que lui importe puisqu'il est marxiste, il parle toutes les langues. Si seulement c'était aussi simple.

La richesse des pays capitalistes occidentaux s'est construite sur le pillage du reste du monde. L'accumulation du capital s'est nourrie du sang des cadavres des peuples des colonies. Rien qu'au Congo, l'extermination des populations noires représente deux fois le nombre de juifs exterminés par le nazisme. Et pourtant, nous en parlons cent fois moins ! Un homme vaut un autre homme, mais il ne faut pas parler de ceux qui sont morts pour que la croissance règne dans le monde occidental. Ils sont le pendant de nos 40 heures et de nos congés payés conquis de haute lutte contre la bourgeoisie, pendant que les partis se réclamant du socialisme tournaient pudiquement la tête, quand ils ne votaient pas directement le soutien au pillage des colonies. Ce pillage continue, et le fossé entre pays riches et pays pauvres n'a d'égal que l'océan qui sépare les plus riches des SDF sous nos climats.

Le socialisme aura à régler la question de ces inégalités, mais soyons clair, il faudra que les plus riches « décroissent » individuellement et collectivement. Vivre autrement permettra sûrement de mieux vivre et de permettre ce partage des richesses ; mais parmi ces richesses, certaines ne sont illimitées, ni dans le temps, ni dans l'espace. Le gâchis prolongé dû au capitalisme a saigné la planète dans de telles proportions que certains équilibres fondamentaux sont touchés. Nous vivons avec, au minimum, une voiture par famille (si ce n'est deux voire davantage) en l'absence d'une solution alternative au moteur à explosion, il n'est pas envisageable d'équiper chaque famille dans le monde d'un véhicule à essence. Ce n'est que l'approche d'un exemple, mais qui nous montre qu'il faut passer du règne du 'toujours plus' pour les riches à un règne du qualitatif, du « autrement » pour tous.

La guerre restant en dernier ressort le principal régulateur du marché « libre et non faussé », elle reste l'un des moteurs de cette croissance indispensable au capitalisme, pour limiter la baisse régulière de ses taux de profit. La lutte pour la « décroissance » (toujours en opposition à la croissance idolâtrée ) ou pour être plus complet, la lutte

pour un autre fonctionnement de l'économie et de la gestion des ressources naturelles de la planète, ne peut se concevoir qu'en stoppant la reproduction du capital et en chassant la classe dominante .

Pour les héritiers du marxisme, la révolution est nécessaire pour libérer les forces productives des carcans imposés par l'économie capitaliste. Pour moi, cette révolution est nécessaire pour empêcher la barbarie capitaliste de continuer à tuer. Ce n'est pas une simple nuance, même si l'objectif est commun (liquider le capitalisme).

La vision « économique » de la lutte pour une autre société est quand même à la base de la plus grande déception du 20ème siècle : le socialisme dans un seul pays - socialisme version Staline -, l'état ouvrier dégénéré - l'URSS version Trotsky -. C'est cette approche économique ( marxiste ) qui a fait théoriser à Trotsky la nature de l'URSS comme un état ouvrier dégénéré. Le développement de l'économie planifiée et le monopole du commerce extérieur sont les critères qui légitiment les « acquis » de la révolution russe, et font dire à Trotsky que les forces productives se développent en URSS (cf. le programme de transition ).

L'état ouvrier dégénéré trouvait ainsi sa place entre le capitalisme et le socialisme comme une étape « honteuse » mais somme toute acceptable. Le monopole du commerce et la propriété collective du sol fondaient une société hybride où il n'y avait plus qu'à faire une révolution politique pour aller vers le socialisme. Mais qui était, dans ce « collectif » bien vague, pour cette propriété collective : La bureaucratie.

Ni les travailleurs ni les paysans, seulement les membres du parti responsables dans l'appareil. Que des millions de gens meurent sous ce régime ( de faim, de déportation, d'emprisonnement, de froid, etc. ...) ne pouvait en changer la nature et les acquis.

La croissance économique, les progrès techniques, les découvertes « scientifiques » permettent de tout solutionner, cela reste le point commun entre la bourgeoisie et le courant du « communisme autoritaire » théorisé par Marx.

C'est pour cela que tous parlent de croissance et réclament une plus forte consommation. Cela prend la forme pour les syndicats et la gauche ( et l'extrême gauche ) de la « relance de la consommation » par l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat. A aucun moment n'est formulé le constat qu'il y a d'autres possibilités s'inscrivant dans le refus de la société de consommation, comme le partage des richesses .

Cornélius Castoriadis a fondé une revue qui s'appelle : « socialisme ou barbarie »

Le socialisme est toujours une perspective nécessaire, mais la barbarie a déjà commencé pour des milliards de personnes. Il ne faudrait pas que la devise de ceux qui luttent contre le capitalisme devienne : « socialisme et barbarie ». Marx n'y est pour rien si ses héritiers font l'impasse sur ces questions qui ne rentrent pas dans les cases de leur théorie.

L'avant-garde, éclairée par une théorie qui explique tout, ne peut avoir tort ; elle va trouver les justifications qui lui permettent de rester cette avant-garde qui a toujours raison. Cette conception de l'avant-garde venant apporter la bonne parole aux masses avachies, est liée à la conception du parti centralisé verticalement et, bien sûr, « démocratiquement ».

La question de ce parti était déjà au centre des discussions de la 1<sup>ère</sup> internationale. C'est pour ne pas avoir réussi à convaincre l'ensemble ( la majorité dans un premier temps ) de l'Internationale que Marx et son groupe vont en 1872 tenter d'en prendre la direction via « le conseil général » ( appareil *administratif* et non direction politique de la 1<sup>ère</sup> internationale ). Faute de réussir ce coup de force interne, le transfert du siège de l'internationale aux USA va aboutir à sa dissolution par Marx et son groupe en 1876.

Bien des textes de l'époque préfigurent la confiscation de la révolution des soviets de 1917 par une bureaucratie. Certains textes de Trotsky de 1905 abordent eux aussi ce danger .

L'auto activité des masses est tolérée, voire idolâtrée quand elle va dans le sens de ce que veut l'avant-garde. Dès que les masses revendiquent pour elles-mêmes cette auto-activité en vue de leur propre émancipation, l'avant-garde crie à la manipulation contre-révolutionnaire .

La fameuse phrase : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes » est inscrite dans les statuts de la 1<sup>ère</sup> int. ( AIT ) dès sa création. Les participants au 1<sup>er</sup> congrès veulent marquer par cette phrase leur refus de ce qu'ils appellent le « communisme autoritaire ». Les courants « non autoritaires » qui forment la majorité des sections de l'AIT vont mener le combat théorique contre les marxistes, partisans d'une émancipation des travailleurs, œuvre du parti qui doit les représenter et parler en leur nom.

Dans la lutte au sein de la société capitaliste, fonctionnant comme cette société, le courant « autoritaire » va s'installer dans une compétition permanente avec la bourgeoisie pour diriger l'ÉTAT.

Prendre le pouvoir, ce n'est pas abolir le pouvoir .

Aujourd'hui encore cette question de l'Etat se pose dans le quotidien politique : virer Chirac, Sarkozy, etc..., oui. Mais pour les remplacer par qui ? par quoi ?

Nos avant-gardes ont une réponse qui colle à leurs concepts. Il faut un gouvernement ouvrier. Pour d'autres, il faut un gouvernement des partis de gauche tel que ceux qui ont déjà gouverné comme la droite. Les boîtes sont là, il n'y a plus qu'à prendre un chausse-pied pour y faire entrer tout le monde . Finie l'émancipation des travailleurs, œuvre des travailleurs eux-mêmes ...

La question des syndicats est, de ce point de vue, un exemple qui mérite réflexion et discussion.

Créés à l'origine pour regrouper les travailleurs dans la négociation de leur force de travail face aux patrons, les syndicats se sont transformés en un ensemble de structures de collaboration de classe. De la contestation sociale à l'accompagnement et à l'aménagement. La Confédération Européenne des Syndicats concentre cette évolution ( son OUI au TCE de mai 2005 ne gêne en rien ceux qui dans ces syndicats se disent partisan du Non )

En parallèle à cette évolution, le nombre de salariés français adhérents à une organisation syndicale est passé de 20% il y a vingt ans, à 8% en 2003. Vingt ans, cela remonte à 1983. Nous pouvons dire merci au PS et au PCF pour ce brillant résultat -

Le 25 juin 2003 ( c'est la fin de la bataille contre Raffarin sur les retraites ), l'Assemblée Nationale discute d'une proposition de loi « tendant à la pérennité et à la transparence du financement de la vie syndicale ».

L'objet de cette loi est clairement exprimé :

« La présente proposition entend instaurer un financement public des syndicats par l'Etat et les personnes physiques, sur le modèle du financement des partis politiques. »

Ce texte précise : « Les syndicats sont donc des rouages indispensables au bon fonctionnement de la démocratie. »

C'est la droite, la bourgeoisie, qui parle ainsi des syndicats. L'Etat bourgeois finance donc les syndicats suivants : CGT, FO, CFDT, CGC, FSU, UNSA, CFTC. Le texte précise qu'« en 2000, ce financement a représenté 32,47 millions d'Euros, somme à laquelle il faut ajouter les ressources « opaques » externes provenant des salaires de permanents payés directement par des organismes comme la CNAM, l'ARRCO, les caisses de retraite inter-entreprises et la participation de grandes entreprises. Sans compter les sommes destinées aux « délégués extérieurs » ou en « convention d'assistance technique » prévoyant des honoraires et des remboursements de frais » ( fin de citation ) .

Et avec ça ? Je vous mets quoi ? Il y en a un peu plus, je vous le laisse ?

En Juin 2003, au moment où les syndicats trahissaient, une fois de plus, le mouvement de lutte contre le gouvernement, l'Assemblée Nationale récompensait ces vaillants syndicats indispensables au dialogue social et au maintien de la démocratie bourgeoise .

Pour ceux qui n'auraient pas tout compris, chaque peine mérite salaire. Les syndicats sont payés pour maintenir l'ordre capitaliste, c'est l'Assemblée Nationale qui le dit .

Que pensent nos avant-gardes de tout cela ?

« Il faut que les directions du mouvement ouvrier assument leurs responsabilités et appellent à la grève Générale »  
Oui, mais on vient de vous dire qu'ils sont payés par le gouvernement. Ca ne fait rien « Front Unique Ouvrier » est la réponse programmatique, la boîte qui correspond à la question.

Officiellement, seuls 8% des salariés sont syndiqués. Ainsi, 92% de salariés ne se reconnaissent pas dans ces syndicats-là . Qu'en disent les militants d'avant-garde ? Qu'il faut rester dans ces syndicats. En construire d'autres ne leur vient pas à l'esprit.

Qu'attendent tous ces militants convaincus de la « trahison » de leurs directions pour agir dans le cadre de syndicats dignes de ce nom ? Qu'attendent ils pour partir avec leurs troupes et refuser de cautionner ces directions vendues ? Peut être n'ont-ils pas de troupes ? Peut être ont-ils peur de se retrouver un peu seuls et d'être obligés de faire un vrai travail de construction d'un syndicat de classe ?

En conclusion de ce constat ( dont nous faisons partie ) apparaît une très grande difficulté : celle de se parler, de s'écouter et de se comprendre, au-delà des chapelles.

Comment peut on expliquer la présence en France de trois organisations se revendiquant du trotskysme depuis plus de 50 ans, et d'une dizaine de petits groupes de même nature incapables de se parler tout en se revendiquant des mêmes maîtres « à penser » Marx ,Engels , Lénine ,Trotsky, etc ... ?

La lutte pour le socialisme n'est plus VISIBLE parce qu'elle renvoie à un système qui a atteint ses limites dans la lutte nécessaire pour la révolution . Nos aînés nous ont enseigné que l'héritage de la 1<sup>ère</sup> internationale était d'ordre théorique et non organisationnel. Le socialisme « scientifique » triomphait de toutes les autres approches sociales. Mais une théorie qui ne rencontre pas le déroulement de l'histoire reste une conception philosophique, un couteau sans lame.

L'héritage de la 1<sup>ère</sup> internationale n'est peut être pas d'ordre théorique. Il est, peut-être, celui de millions de travailleurs et tout simplement d'hommes et de femmes qui ont lutté pour virer le capitalisme, pour plus d'égalité et de justice.

Michel Martin